



CECA EKSF EGKS EKAX ECSC EHTY EKSG

1952-2002

27.6.2002

ACTAS — SCHLUSSAKTE — ACTES — ATTI

CECA EKSF EGKS EKAX ECSC EHTY EKSG

1952-2002



CECA EKSF EGKS EKAX ECSC EHTY EKSG

1952-2002

27.6.2002

ACTAS — SCHLUSSAKTE — ACTES — ATTI

Las opiniones expresadas sólo comprometen a sus autores y no constituyen una postura oficial de la Comisión Europea.
Die zum Ausdruck gebrachten Meinungen sind die der Autoren und stellen keinesfalls eine offizielle Stellungnahme der Europäischen Kommission dar.
Les avis exprimés n'engagent que les auteurs et ne sauraient être considérés comme constituant une prise de position officielle de la Commission européenne.
I pareri espressi impegnano unicamente gli autori e non devono essere considerati come presa di posizione ufficiale della Commissione europea.

Puede obtenerse información sobre la Unión Europea a través del servidor Europa en la siguiente dirección de Internet: <http://europa.eu.int>.
Zahlreiche weitere Informationen zur Europäischen Union sind verfügbar über Internet, Server Europa (<http://europa.eu.int>).
De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).
Numerose altre informazioni sull'Unione europea sono disponibili su Internet via il server Europa (<http://europa.eu.int>).

Al final de la obra figura una ficha bibliográfica.
Bibliografische Daten befinden sich am Ende der Veröffentlichung.
Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.
Una scheda bibliografica figura alla fine del volume.

Luxemburgo: Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas, 2002
Luxemburg: Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften, 2002
Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2002
Lussemburgo: Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europea, 2002

ISBN 92-894-2073-1

© Comunidades Europeas, 2002 (Reproducción autorizada, con indicación de la fuente bibliográfica)
© Europäische Gemeinschaften, 2002 (Nachdruck mit Quellenangabe gestattet)
© Communautés européennes, 2002 (Reproduction autorisée, moyennant mention de la source)
© Comunità europea, 2002 (Riproduzione autorizzata con citazione della fonte)

Printed in Italy

IMPRESO EN PAPEL BLANQUEADO SIN CLORO
GEDRUCKT AUF CHLORFREI GEBLEICHTEM PAPIER
IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE
STAMPATO SU CARTA SBIANCATA SENZA CLORO



Comunidad Europea del Carbón y del Acero
Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl
Communauté européenne du charbon et de l'acier
Comunità europea del carbone e dell'acciaio



El Comité Consultivo CECA
Der Beratende Ausschuss der EGKS
Le Comité consultatif CECA
Il Comitato consultivo CECA

24.6.2002



Luxembourg, 24.6.2002

24.6.2002





Luxembourg, 26.6.2002

26.6.2002



26.6.2002



26.6.2002



26.6.2002



26.6.2002





Luxembourg, 27.6.2002

27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002





Luxembourg, 27.6.2002

27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002



27.6.2002



Luxembourg, 27.6.2002

Intervencións · Ansprachen
Allocutions · Allocuzioni

Mme Lydie Polfer

*Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur
du grand-duché de Luxembourg*



Altesse Royale,
Mesdames,
Messieurs,

Nous voici réunis pour célébrer le 50^e anniversaire d'un événement historique particulièrement important pour le devenir de notre continent comme pour celui du Luxembourg. Nous commémorons en effet une des plus grandes réussites de nos nations: la victoire sur les rivalités séculaires qui, à intervalles réguliers, plongeaient nos patries dans des guerres fratricides au profit d'une ère nouvelle faite de coopération et de solidarité. La Communauté européenne du charbon et de l'acier, cette première communauté d'intérêts concrets, a été le point de départ d'une méthode d'intégration particulièrement fructueuse et la concrétisation de la vision révolutionnaire de Robert Schuman.

L'adhésion du Luxembourg était d'autant plus significative alors qu'elle signifiait de fédérer les bases mêmes de notre richesse nationale.

Altesse Royale, Votre présence parmi nous aujourd'hui souligne l'importance que revêt le traité CECA pour l'évolution de notre pays et de notre continent. Elle témoigne aussi de l'engagement sans faille du Luxembourg pour l'unification européenne et de Votre attachement à cette ambition commune à tant d'Européens. Soyez-en chaleureusement remerciée.

Si Robert Schuman avait réussi à rassembler l'Europe, le 9 mai 1950, autour d'une vision porteuse et d'une stratégie claire, le traité CECA nous a fourni les moyens pragmatiques, praticables et réalistes pour donner corps à cette

grande vision et pour concrétiser l'idéalisme de tous ceux qui rêvaient l'Europe.

Il est utile, en ces circonstances, de rappeler dans quel contexte le traité CECA a vu le jour. À ce moment, au cœur de la guerre froide, alors que les blessures du plus tragique conflit que notre continent avait connu jusqu'alors étaient encore loin d'être refermées, les Pères fondateurs, tout comme les délégations réunies autour de la table de négociation, ont été capables de faire preuve de clairvoyance et de courage. Il leur était demandé de tourner la page sur un passé fait de haine, de méfiance et de rancunes pour construire un monde meilleur. Ce faisant, ils ont accompli un acte de foi dans la valeur de l'homme et dans sa capacité à tirer les leçons des erreurs commises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Depuis lors, l'Europe a changé.

Ses institutions, ses femmes, ses hommes ne sont plus les mêmes. Nous vivons aujourd'hui la plus longue période de paix et de prospérité de notre histoire. Plus encore, notre continent s'appête à embrasser tout entier l'inspiration et l'aspiration inscrites dans ce premier traité fondateur d'une Europe nouvelle. Un texte qui mettait en œuvre un engrenage d'un genre nouveau, visant la création d'une véritable communauté de destin entre partenaires égaux en droits et en devoirs.

Depuis, des générations d'hommes et de femmes politiques se sont efforcées de parfaire l'œuvre commencée par cet «acte de naissance» de la construction européenne. Qu'il me soit permis aujourd'hui et en ce moment d'avoir

27.6.2002



une pensée émue pour M. Pierre Werner, Européen convaincu de la première heure, qui a tant œuvré pour concevoir et contribuer à bâtir les étapes ultérieures du processus lancé par le traité CECA. Sa disparition nous laisse orphelins d'un des grands architectes de l'unification européenne. Nous garderons de lui le souvenir d'un homme d'État clairvoyant, capable d'anticiper les évolutions nécessaires de l'unification européenne.

Si l'Europe a évolué grâce à l'action des Pères fondateurs et de tous ceux qui ont repris le flambeau, l'honnêteté intellectuelle exige que nous reconnaissions que tout ce qui fait le succès de l'Europe d'aujourd'hui et de la méthode communautaire est déjà conçu dans le traité CECA. À la simple coopération intergouvernementale entre États souverains, celui-ci

substituait en effet un système institutionnel totalement nouveau, basé sur le dialogue équilibré et démocratique entre États membres, conduit au Conseil de ministres, une Assemblée parlementaire et une Haute Autorité, préfiguration de l'actuel Parlement européen et de la Commission, et une Cour de justice.

Le contrôle parlementaire était institué dès le départ, ce qui était, et reste par ailleurs, sans précédent dans aucune organisation internationale. L'arbitrage d'une Cour de justice disposant d'un pouvoir de juridiction directe et la création de ressources propres à la place de contributions nationales confirment l'originalité et l'efficacité de ce système qui s'est pérennisé par les traités successifs de Rome, de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice.

Appliquée dans des domaines limités, mais essentiels, aux industries du charbon et de l'acier considérées à raison comme le nerf de la guerre, la méthode communautaire avait dès son origine vocation à une extension progressive vers d'autres domaines de souveraineté.

La vraie valeur du traité CECA repose finalement sur la perspective d'avenir qu'il proposait aux Européens, sur le but ultime qu'il entendait réaliser.

Pour cette raison, la célébration d'aujourd'hui ne marque pas la fin d'une évolution. L'esprit fondateur de la CECA n'entendait jamais se limiter à une entreprise purement économique. Il ne devait pas instituer un simple forum industriel ou économique. Il appelait au contraire de ses vœux une union politique — véritable com-

munauté de destin — entre les États, les peuples et les nations de l'Europe.

D'ailleurs, le préambule du traité l'énonce clairement. La fusion des intérêts économiques devra fonder «les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé».

Voilà tout un programme mais aussi toute une méthode.

Les temps ont certes changé, mais l'aspiration demeure: faire de l'Europe unie un facteur de paix et de progrès, maintenir les efforts créateurs à la mesure des dangers qui nous menacent.

Que pèserait aujourd'hui au cœur du processus de globalisation une Europe qui n'aurait pas été en mesure de traduire dans les faits les solidarités et les valeurs essentielles qui nous unissent.

Le traité CECA, au moment de son expiration, n'a rien perdu de son actualité ni de sa valeur exemplaire pour notre action future. Avec ses successeurs qui eux ne connaissent plus de limite d'application dans le temps, il nous a assuré le bien le plus précieux auquel puissent aspirer tous les hommes (et toutes les femmes) de bonne volonté: la paix dans la liberté.

Les commémorations comme celle d'aujourd'hui ne sont pas seulement l'occasion de témoigner du passé: elles doivent aussi accorder une place à nos ambitions et à nos espoirs

pour l'avenir en tirant du passé des enseignements valables pour le présent et pour l'avenir.

Parfaire la réunification de l'Europe, concilier la géographie avec l'histoire tourmentée du continent constituent en effet notre devoir historique en ce début du troisième millénaire.

Réaliser la grande Europe sans défaire les acquis d'un demi-siècle de solidarités concrètes et d'intégrations successives, voilà l'ambition qui doit nous animer à présent.

Alors que se profile le plus grand élargissement que l'Union ait connu, il n'est certainement pas inutile de revenir aux sources pour irriguer et enrichir le débat sur l'Europe de demain. Les mutations intervenues sous le signe de la mondialisation ou encore d'un progrès technolo-

gique bouleversant ne peuvent fournir d'argument valable pour conclure que le modèle communautaire tel qu'il a été conçu pour la première fois par les auteurs du traité CECA est dépassé ou a atteint ses limites.

Cet acte fondateur visait aussi à réaliser une Europe puissante et généreuse à la fois, capable de relever les défis résultant de la fédération des États comme de la coalition des hommes. ■■■

27.6.2002



M. Jacques F. Poos

Député et questeur au Parlement européen



Le début d'une grande aventure

Il me tient à cœur d'abord d'excuser le président du Parlement européen, M. Pat Cox, qui regrette beaucoup de ne pas pouvoir participer à cette séance commémorative en raison d'une obligation antérieure.

Lorsque M. Cox m'a prié de bien vouloir le remplacer, en ma qualité de membre du bureau du Parlement européen, j'en étais honoré et doublement ravi: premièrement, parce que l'histoire de la CECA a fortement imprégné ma vie d'étudiant et le début de mon activité professionnelle. En second lieu, parce que cette cérémonie permettra à un Luxembourgeois, citoyen européen, de développer — dans le temps imparti — quelques réflexions sur

cette grande aventure qui a débuté il y a cinquante ans, ici, à Luxembourg.

À vrai dire, je devrais rappeler que l'idée originale a jailli hors d'Europe, à Alger, où Jean Monnet séjournait avant la fin de la guerre. Dans une note du 5 août 1943, rédigée à Alger, et soigneusement conservée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, à Lausanne, Jean Monnet a mis sur papier sa vision pour la paix.

«La fin de la guerre approche, écrit-il. Les Alliés vont la gagner. Il est temps de penser aussi à la paix. En 1918, nous avons gagné la guerre. En 1919, nous avons perdu la paix. Nous l'avons perdue parce que nous avons reconsti-

tué une Europe dont les nations blessées se sont repliées sur les marchés compartimentés et cartellisés derrière des protectionnismes nationaux virulents. La paix n'a pas établi une solidarité dans l'égalité entre vainqueurs et vaincus; elle a consacré les rapports de force nés de l'arbitrage des armes. Vainqueurs et vaincus sont aussitôt retournés aux jeux mortels de leurs rivalités traditionnelles ...»

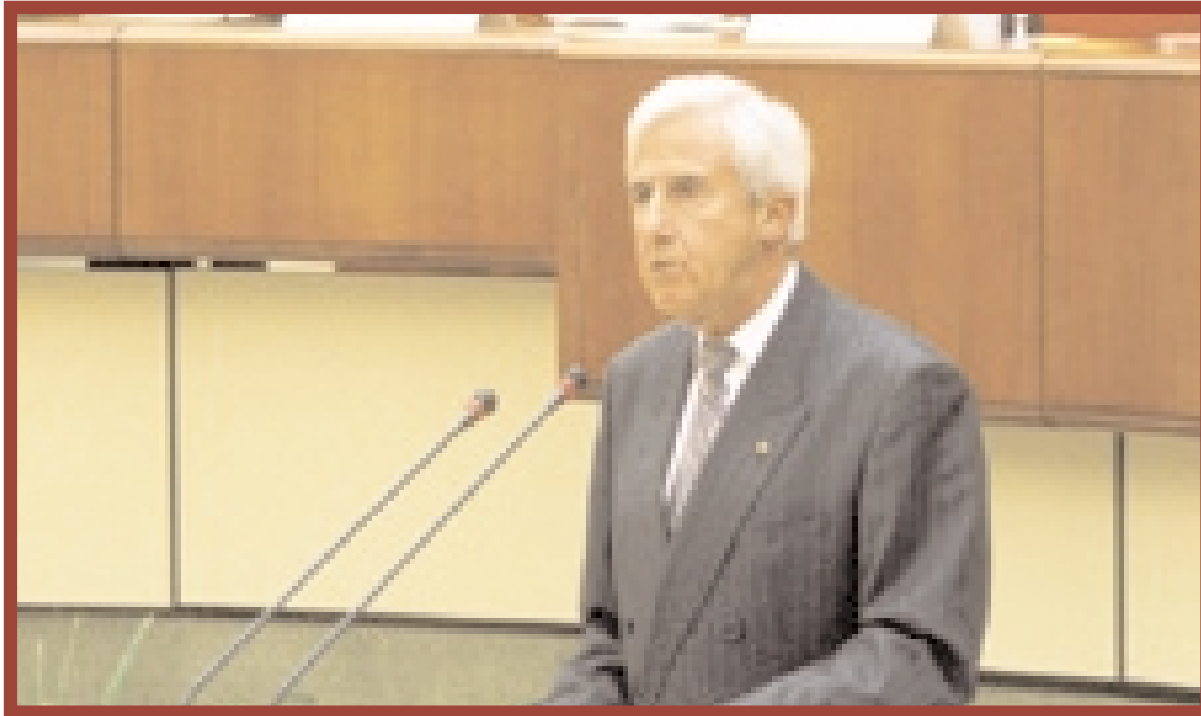
Dans cette analyse fondamentale, Jean Monnet précise les buts à atteindre: «Il n'y aura de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique.»

De ce diagnostic, qui constitue en fait un abrégé de l'histoire de notre continent, Jean

Monnet distille sur-le-champ le remède adéquat: que faut-il faire?

«Il s'agit de transformer l'épicentre européen de deux guerres mondiales en un ensemble pacifié par la création d'une "Fédération ou entité européenne" à l'intérieur de laquelle il n'y aura plus de vainqueurs ni de vaincus, mais des partenaires égaux devant la loi commune. Il appartient à la France de prendre l'initiative de cette révolution. Pour que le rêve devienne réalité, il faut qu'il s'incarne dans un domaine concret. Il en est un qui s'impose à l'esprit: l'industrie lourde du charbon et de l'acier. Elle a servi et elle sert de base à la guerre. Il faut l'organiser à l'échelle européenne pour que ce qui restera du Vieux Monde devienne une zone de stabilité et de paix, de développement économique et de progrès social.»

27.6.2002



Nous voyons se dessiner dans cette page, écrite en pleine guerre, les éléments constitutifs des futurs traités européens.

Il fallait encore une étincelle politique pour que le moteur se mette en marche. Ce fut Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, qui la fit jaillir, le 9 mai 1950, avec sa déclaration d'une portée insoupçonnée: «Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe. La mise en commun de productions d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne ...»

Cette grande idée répondait à un tel point aux vœux des Européens d'après-guerre qu'en moins de deux mois après cette déclaration débutèrent les travaux de la Conférence intergouvernementale chargée d'élaborer le traité. Signé à Paris, le 18 avril 1951, le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier entra en vigueur le 25 juillet de l'année suivante, après avoir été plébiscité par des majorités massives dans les parlements nationaux des six États membres: dans aucun de ces six États n'a-t-on entendu une petite voix réclamer la ratification par référendum!

Ce qui frappe dans les récits et commentaires entourant la naissance de cette première Communauté européenne, c'est le sentiment profond que nous sommes ici en présence, non

pas d'une nouvelle entente des maîtres de forges, mais de la naissance d'un «continent nouveau» ⁽¹⁾.

Jean Monnet, premier président de la Haute Autorité, l'a formulé devant l'Assemblée commune — préfiguration du Parlement européen, à Strasbourg — en juin 1953: «Notre Communauté n'est pas une association de producteurs de charbon et d'acier, elle est le commencement de l'Europe.»

C'est justement en raison de la dynamique de l'intégration ainsi créée que nous pouvons fêter aujourd'hui l'expiration du traité CECA dans

une certaine allégresse. La fin de la CECA n'est pas la fin de l'aventure.

Au contraire, l'année 2002, avec ses échéances lourdes est là pour nous en convaincre:

- Mise en circulation de l'euro, le 1^{er} janvier 2002.
- Réunion de la convention pour l'avenir de l'Europe, à la fin de février 2002.
- Conclusion des négociations pour le plus grand élargissement de l'Union européenne, en décembre 2002.

Même le grand visionnaire que fut Jean Monnet, s'il revenait parmi nous, s'étonnerait que les graines qu'il a semées ont produit une si riche récolte!

⁽¹⁾ *La naissance d'un continent nouveau*, par le professeur Henri Rieben, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1990.

Il me faut cependant, en tant que député au Parlement européen, mettre un bémol à l'enthousiasme.

Les résultats de nos travaux sur l'élargissement et le futur traité seront-ils encore portés par l'opinion publique et par les électeurs tel que le fut, en 1951, le traité CECA? Le doute est permis.

Parce qu'ils savent que rien n'est définitivement acquis, les responsables politiques d'aujourd'hui doivent s'astreindre à une obligation d'explication permanente.

Contre la mémoire courte, contre les faux prophètes du nationalisme, contre le repli sur soi et contre la peur de l'autre, il leur faut rappeler l'enchaînement suicidaire d'après-guerre

de 1918, d'une part, et l'immense essor, grâce à l'Europe, ayant suivi 1945, d'autre part. Commission, gouvernements, parlementaires nationaux et européens doivent se considérer mobilisés en permanence et se trouver constamment sur la brèche, pour faire barrage à ceux qui veulent construire l'avenir, surtout leur avenir personnel, sur l'oubli de l'histoire et sur le déni de solidarité entre les peuples et entre les hommes.

Le Parlement européen en est parfaitement conscient.

Dans sa résolution sur l'état d'avancement des négociations d'adhésion, qu'il a adoptée le 13 juin 2002 à Strasbourg, il rappelle que «l'adhésion des nouveaux États implique un haut degré de responsabilité politique

pour l'avenir de l'Union européenne et du monde, et fait remarquer que tous les États membres — anciens et nouveaux — doivent être conscients de la nécessité de ne pas reproduire certains comportements des deux derniers siècles ...»

L'unification de l'Europe n'est pas seulement une affaire des États, mais une affaire des peuples et un labeur d'hommes. Les hommes et les femmes qui ont fait l'Europe, les fondateurs et pionniers qui ont commencé à Luxembourg méritent aujourd'hui un hommage profond.

Ces fonctionnaires, parmi les meilleurs, qui venaient de six pays, se souvient le professeur Henri Rieben, avaient l'air d'entrepreneurs plutôt que de bureaucrates: «Ils

donnaient le sentiment de s'être attachés avec ardeur à une grande entreprise au service de laquelle ils ne ménageaient ni leur peine ni leur temps» (1).

Dans une page mémorable (p. 439) de ses Mémoires, Jean Monnet leur consacre le plus beau des compliments. Il relate la cérémonie de l'inauguration et de l'engagement solennel des membres de la Haute Autorité qui s'est déroulée à l'hôtel de ville de Luxembourg, il y a cinquante ans.

Les cérémonies achevées, écrit-il, «tous les visiteurs reprirent le train. Nous rentrions seuls

(1) Henri Rieben, *À Luxembourg, au cœur du chantier européen avec Jean Monnet et Pierre Werner*, Centre de recherches européennes de Lausanne, 1993.

pour commencer une œuvre qui n'avait pas de précédent. Les lumières de la petite ville s'éteignirent tôt, comme d'habitude. Seules les fenêtres de l'immeuble de la place de Metz restèrent éclairées très tard dans la nuit. C'est une autre habitude qui s'instaurait, celle des pionniers de l'Europe qui ne connaîtraient plus le repos». ■■■

27.6.2002



Anna María Birulés i Bertrán

Ministra de Ciencia y Tecnología, Reino de España

*Presidenta de los Consejos de Industria,
Telecomunicaciones e Investigación*



Quiero empezar mis palabras expresando al Gobierno de Luxemburgo mis más sentidas condolencias por el fallecimiento del antiguo primer ministro Pierre Werner.

En mi calidad de presidente del Consejo de Ministros de Industria, quiero expresarles la satisfacción que para mí supone estar con todos ustedes celebrando la finalización del Tratado de la Comunidad Europea del Carbón y del Acero y la culminación de estos 50 años de cooperación que ha supuesto su vigencia.

No puedo dejar de transmitirles, al mismo tiempo que celebramos el fin de su vigencia, el sentimiento de nostalgia que me invade a la hora de despedirnos de un Tratado que ha sido el origen de toda la filosofía sobre la que se asienta nuestra actual Unión Europea.

El Tratado de la CECA, muy por encima de los objetivos sectoriales y específicos para el carbón y para el acero, nos enseñó a caminar juntos en este difícil empeño de construir una Europa cohesionada.

El espíritu europeo, presente en el acuerdo logrado y rubricado por los seis países firmantes hace 50 años del Tratado original, impregnó a todo el continente. La CECA supuso una explosión de europeísmo, fue una especie de luz de solidaridad y cooperación en medio de la oscuridad dejada por la entonces aún reciente Gran Guerra.

Hoy no tenemos esta oscuridad. Nuestros ciudadanos tienen una mayor calidad de vida y afrontan el futuro con más ilusión. Debemos seguir alimentando esta ilusión.

Hemos sentado las bases para lograrlo, para construir una Europa capaz de vibrar ilusionada ante las perspectivas de futuro que tenemos ante nosotros. Aunque los retos a los que nos enfrentamos siguen siendo tan importantes como en el pasado, hoy nos encontramos en una situación más favorable que nunca para superarlos.

Durante este semestre de Presidencia española hemos asumido estos retos y hemos hecho intensos esfuerzos para hacer realidad el lema que ha englobado el conjunto de las actuaciones que hemos desarrollado. Esto es: «Más Europa».

De esta forma, hemos dado importantes pasos hacia la integración futura de los países candidatos. Hemos conseguido que la introducción

del euro como moneda única haya sido un éxito en el que han participado todos los ciudadanos europeos; hemos iniciado importantes reformas institucionales y hemos logrado avanzar hacia una Europa más competitiva.

No puedo dejar de expresar tampoco mi reconocimiento a las personas, a los pioneros, a los seis países (Alemania, Francia, Italia, Holanda, Bélgica y Luxemburgo) que firmaron hace 50 años este Tratado. España, desgraciadamente, llegó algo tarde a este importante acuerdo entre naciones, ya que no pudo estampar su firma en él hasta su ingreso en la Comunidad Europea en 1986. No obstante, nuestra apuesta por Europa nos ha permitido recuperar el terreno perdido y asistir como Presidencia de la Unión —la tercera vez que España ocupa esta Presidencia— a la finalización de este Tratado.

27.6.2002



La CECA según consta expresamente en el artículo 2 de su Tratado constitutivo, nació con el objetivo de contribuir, en armonía con la economía general de los Estados miembros y mediante el establecimiento de un mercado común, a la expansión económica, al desarrollo del empleo y a la elevación del nivel de vida.

A punto ya de expirar el Tratado, creo que estos objetivos se han conseguido sobradamente. La Unión Europea ha logrado crear un mercado único —una voluntad común— y no sólo para el carbón y el acero. También para muchos otros ámbitos de la realidad socioeconómica, desde la agricultura a la industria, pasando por los transportes, las infraestructuras y, más recientemente, nuestra nueva moneda: el euro.

Prueba de estos significativos avances son las reformas en las formaciones políticas del Consejo alcanzadas en la última cumbre de Sevilla. El tradicional Consejo de Mercado Interior desaparece, y se constituye, como nueva formación política el Consejo de Competitividad, que integra a este tradicional Consejo junto con los de Industria e Investigación, y apunta así hacia las áreas que marcan el futuro de las políticas que deben favorecer la competitividad europea.

En este mismo sentido, la CECA no se extingue del todo, puesto que, tras el 23 de julio, subsistirá, durante los cinco próximos años, un programa de investigación en el seno del denominado Fondo de Investigación para el Carbón y el Acero.

No obstante, todavía nos queda un largo camino por recorrer. Necesitamos mejorar la eficiencia de algunos de nuestros mercados — telecomunicaciones, energía y servicios financieros—; necesitamos hacer una mayor apuesta por la investigación y la innovación; y necesitamos continuar avanzando en las reformas estructurales que deben permitirnos llevar a cabo la ampliación de la Unión Europea con éxito.

Estoy segura de que sabremos afrontar todos estos desafíos y los retos que conllevan, que sabremos construir una Europa más solidaria e integrada, en la que estén presentes los países que han formado parte del Tratado de la CECA, así como aquellos países que pronto van a formar parte de la Unión Europea.

Para terminar, y como presidenta del Consejo de Industria, quiero expresar mi reconocimiento a los enormes beneficios derivados de la semilla que supieron sembrar aquellos hombres —Adenauer, Schuman o Sforza, entre otros— que, con su participación en la constitución de la CECA, consiguieron anticiparse en cinco decenios al siglo XXI. ■■■

27.6.2002





Loyola de Palacio del Valle-Lersundi

*Vicepresidenta de la Comisión Europea,
responsable de las Relaciones con el Parlamento Europeo,
Transportes y Energía*



Alteza Real, excelentísimas e ilustrísimas autoridades, señores parlamentarios, señoras y señores,

En este acto solemne, quisiera en nombre de la Comisión, la institución que fue en sus inicios la Alta Autoridad, en primer lugar rendir homenaje al inspirador del Tratado de la Comunidad europea del Carbón y del Acero, la CECA, a Jean Monnet.

Si evoco el papel histórico de Jean Monnet es porque el Tratado CECA reviste una doble importancia:

- este Tratado ha fijado los grandes principios institucionales y, en particular, el famoso método comunitario que reposa sobre las cuatro instituciones —Alta Autoridad, Con-

sejo, Asamblea y Tribunal de Justicia—, que han representado y representan hoy el fundamento de la construcción europea;

- porque más allá del problema inmediato que resolvía, la puesta en común de la producción de carbón y de acero, **el Tratado CECA lanzaba con clarividencia y audacia la dinámica de la integración europea, poniendo por delante los valores sobre los que reposa la Europa de hoy: la paz, la solidaridad y la prosperidad.**

El breve preámbulo del Tratado CECA que recoge lo esencial del mensaje de la Declaración Schuman, tenía todas las cualidades de un texto destinado a pasar a la posteridad.

Algunos párrafos merecen ser citados 50 años después, y me siento particularmente honrada y emocionada de que me corresponda hoy hacerlo:

«CONSCIENTES de que Europa únicamente puede ser construida mediante realizaciones concretas que creen, ante todo, una solidaridad real, y mediante el establecimiento de bases comunes de desarrollo económico;

DESEOSOS de contribuir mediante la expansión de sus producciones fundamentales a la elevación del nivel de vida y al progreso de la construcción de la paz;

RESUELTOS a sustituir sus rivalidades históricas por una fusión de sus intereses esenciales, a establecer, con la instauración de una comunidad económica, los

cimientos de una comunidad más amplia y profunda entre pueblos tanto tiempo divididos por conflictos sangrientos, y a sentar las bases de instituciones capaces de orientar desde ahora un destino compartido;»

I. El tratado CECA, la primera piedra del edificio «Europa»

La batalla librada por Jean Monnet ha permitido sentar las bases de ese sistema institucional «sui géneris» sobre el que ha cristalizado la construcción europea.

Este conjunto obedece a tres sabios principios clarivamente presentidos:

- La necesaria **independencia** del ejecutivo con relación a los gobiernos.

- La **colaboración** y no la subordinación entre instituciones.
- La **regla de la igualdad entre los Estados** como fundamento de su unión.

II. Un proyecto político para la industria europea del carbón y del acero

Como primera manifestación de una política industrial europea, el Tratado CECA ha permitido gestionar las transformaciones importantes de las industrias del carbón y del acero en armonía con las mutaciones de la economía de los Estados miembros. Gracias a este acompañamiento «a la medida» de estos sectores importantes de la historia de la Europa industrial el Tratado CECA, ha contribuido a la expansión

económica, al desarrollo del empleo y a la elevación del nivel de vida en los Estados miembros.

Las disposiciones del Tratado CECA se han mostrado muy útiles tanto para ayudar a nuestras industrias a modernizarse, como para paliar los efectos de esta reestructuración. Estas disposiciones han facilitado la realización de programas de inversión con el fin de aumentar la producción, reducir los precios de coste o facilitar el consumo del carbón y del acero.

Al mismo tiempo, estas disposiciones han sostenido la financiación de programas de creación de nuevas actividades, económicamente rentables, en otros sectores de la industria, susceptibles de asegurar el reemplazo pro-

ductivo de la mano de obra procedente del carbón o del acero.

La Alta Autoridad ha fomentado igualmente la **investigación** técnica y económica en los sectores de la producción y del consumo del carbón y del acero buscando tecnologías limpias, así como en la mejora de la seguridad en el trabajo en estas industrias. El carbón y el acero disponen así hoy, gracias a una investigación activa, fundada en la cooperación estrecha entre los científicos y las empresas, de tecnologías que figuran entre las mejores del mundo. Para el sector del carbón, el objetivo, fijado hace algunos años, de desarrollar el «carbón verde» es hoy en día una realidad ⁽¹⁾.

La CECA deja además **una herencia para el futuro, herencia que no hemos de despreciar de 1 600 millones de euros**. La Comisión europea ha gestionado con prudencia y eficacia los fondos puestos a disposición para cumplir su misión, y ha podido constituir un patrimonio que servirá para financiar el programa de investigación del «Fondo de investigación» del carbón y del acero que permitirá continuar las actividades que permitan la contribución de estos dos sectores a los grandes objetivos de Europa, en particular el apoyo a nuestras industrias de punta y a un aprovisionamiento en energía seguro y durable.

A la expiración del Tratado CECA, la industria siderúrgica europea ha alcanzado la capacidad competitiva que le permite competir en los mercados internacionales. La industria del car-

⁽¹⁾ Coal can be green.

27.6.2002



bón ha realizado un gran esfuerzo de racionalización y de reestructuración que le ha permitido alcanzar progresos notables, en los límites que le permiten unos recursos que se explotan desde hace mucho tiempo y en condiciones geológicas normalmente difíciles.

El 24 de julio de 2002, es decir, el día después de la expiración del Tratado CECA, entrará en vigor un Reglamento del Consejo relativo a las ayudas estatales a la industria del carbón, fundado sobre la noción de unas reservas estratégicas que constituyen uno de los ejes para garantizar la seguridad de abastecimiento de la UE.

Conclusión

Señoras, señores:

En la víspera del proceso de ampliación más grande que la Unión Europea haya debido afrontar a lo largo de su Historia, es importante recordar la experiencia de estos 50 años del Tratado CECA:

- como referente esencial en las reflexiones sobre nuestro futuro político e institucional europeo,
- como prototipo de una política industrial europea que ha sido reinventada después sin cesar,
- como la primera manifestación de una política europea en el sector de la energía, a la que

la Comisión desea dar hoy un nuevo impulso para garantizar la seguridad del aprovisionamiento de Europa.

El reto de la ampliación es particularmente importante; la ampliación representa una gran oportunidad para una Europa en vías de reunificación, una vez que han sido superados los últimos vestigios de nuestras divisiones.

Estamos además en el corazón de un debate sin precedentes sobre el futuro de la Unión europea, su proyecto, sus instituciones, con los trabajos de la primera Convención europea.

Volver la vista atrás a estos cincuenta años del Tratado CECA, sus beneficios para el carbón y el acero, nos permite contemplar con orgullo el largo camino recorrido desde entonces. De una

manera sencilla nos permite también comprender y construir el futuro, en la víspera de la nueva etapa histórica que nos espera y de un nuevo Tratado para la Unión, la filosofía clarividente y prometedora de futuro de este proyecto común que debe todavía hoy animarnos con el fervor de Jean Monnet: ¡Europa! ■■■

27.6.2002





Dr. Göke Frerichs

*Präsident des Europäischen
Wirtschafts- und Sozialausschusses*



Herr Präsident, Königliche Hoheit, Frau Ratspräsidentin, Exzellenzen, Herr Ministerpräsident, meine Damen und Herren Minister und Abgeordnete, Frau Vizepräsidentin de Palacio, sehr geehrte Mitglieder des Beraten-den Ausschusses EGKS, verehrte Teilnehmerinnen und Teilnehmer an dieser festlichen Versammlung!

Als „jüngerer Bruder“ des Beratenden Ausschusses für Kohle und Stahl ist der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss stolz darauf, dessen große Tradition der intensiven Beteiligung der Wirtschafts- und Sozialpartner am Aufbau Europas fortzusetzen. Während im Lauf der Entwicklung alle Institutionen der drei Europäischen Gemeinschaften fusionierten, blieben der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss als Vertretung der verschiedenen Gruppen des wirtschaftlichen und sozialen

Lebens im Bereich des EWG- und des Euratom-Vertrags und der Beratende Ausschuss der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl als separate Einrichtungen nebeneinander bestehen. Dies entsprach der spezifischen Rolle, die der Beratende Ausschuss EGKS bei der sektoralen Bewältigung des industriellen Wandels spielte, zumal die Instrumente, die ihm zur Verfügung standen, über eine reine Beratungsrolle hinauswiesen.

Gemeinsam, wenngleich als getrennte Institutionen, haben der EWSA und der Beratende Ausschuss EGKS wichtige Beiträge zum Aufbau eines wirtschaftlich wettbewerbsfähigen und sozial abgesicherten Europas geleistet. Der Auftrag des EWSA zeigt, dass er seine Beratungsfunktion beim Wandel in den Bereichen der Industrie (z. B. Automobil und Schiffbau),

der Energiewirtschaft, des Binnenmarktes, der strukturellen Beihilfen, der Sozialpolitik und der nachhaltigen Entwicklung wahrnimmt, während sich der Beratende Ausschuss EGKS um die entsprechenden Bereiche in der Kohle- und Stahlindustrie, in den nachgelagerten Industrien und im Handel gekümmert hat. Die Arbeit beider Ausschüsse hat sich also in hohem Maße komplementär entwickelt.

Beide Ausschüsse teilen auch eine Grundphilosophie der Europäischen Union, denn am Anfang der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl stand eine einzigartige, weit-sichtige und nachhaltig wirksame Idee: die Verknüpfung von europäischer Industriepolitik (als einer Bemühung um wirtschaftliches und soziales Gleichgewicht) mit den großen Zielen der europäischen Friedenssicherung. Nicht von

ungefähr beginnt die Präambel des EGKS-Vertrags mit dem Ziel der Sicherung des Weltfriedens und der Beendigung jahrhundertealter Rivalitäten in Europa; sie betont das Ziel, Europa aufzubauen „durch konkrete Leistungen, die zunächst eine tatsächliche Verbundenheit schaffen, und durch die Errichtung gemeinsamer Grundlagen für die wirtschaftliche Entwicklung“. Diese tatsächliche Verbundenheit konnte nur entstehen durch das beispielhafte Zusammenwirken der Akteure des wirtschaftlichen und sozialen Lebens zum Wohl der Arbeitnehmer und der Wettbewerbsfähigkeit der Betriebe.

So wurde unter Nutzung des EGKS-Vertrags mehr geschaffen als nur eine Gemeinschaft für Kohle und Stahl. In den Kohle- und Stahlrevieren war und ist Europa stets eng verknüpft

27.6.2002



mit der Arbeits- und Lebenssituation der Beschäftigten und der Zukunft der Unternehmen. Das betrifft die industrielle Umstrukturierung, den sozialen Dialog, aber auch andere wichtige Bereiche. Ich nenne hier nur die Pionierrolle der EGKS bei der Schaffung gemeinsamer Standards der Arbeitssicherheit, die gemeinsame Forschung zur nachhaltigen und umweltverträglichen Entwicklung im Energiesektor – und schließlich die regionalen Strukturhilfen für die Reviere.

Durch einen sehr konkreten sozialen Dialog, der auch die beigeordneten Industriezweige – als Verbraucher der Kohle und Stahlprodukte – einbezog, wurde den Menschen ein Weg gezeigt, wie grundlegender industrieller Wandel bewältigt werden kann unter Berücksichtigung wirtschaftlicher und sozialer Interessen.

Das ist ein wesentlicher Kern des europäischen Sozialmodells und überhaupt des europäischen Modells.

Diese Erfahrungen benötigen wir dringend für die Begleitung des industriellen Wandels in den Ländern Mittel- und Osteuropas, die demnächst der Europäischen Union beitreten werden. Und wir brauchen sie auch, um den Interessenausgleich auf Weltebene so voranzutreiben, dass das europäische Modell nicht nur für uns Europäer gesichert wird, sondern auch im globalen Kontext Schule macht.

Deshalb ist es eine glückliche Fügung, dass auf Anregung der Europäischen Kommission und im Einverständnis mit dem Europäischen Parlament und dem Rat die Arbeit des Beraten-

den Ausschusses EGKS nach Auslaufen des EGKS-Vertrags im Rahmen des EWSA fortgesetzt werden kann, damit dessen große, über viele Jahre angesammelte Erfahrungen auf die neuen Herausforderungen angewendet werden können. Zu diesem Zweck werden wir – wie vereinbart – eine Beratende Kommission „Industrieller Wandel“ einrichten, in der neben den Mitgliedern des EWSA eine erhebliche Anzahl von Delegierten aus dem Kreis der Mitglieder des Beratenden Ausschusses EGKS mitwirken.

Das Betätigungsfeld dieser Beratenden Kommission wird sich erstrecken auf

- sämtliche Bereiche der Kohle- und Stahlindustrie und deren Produktions- und Verbrauchskanäle, bezüglich deren auch

weiterhin gemeinschaftliche Maßnahmen getroffen werden;

- die Bewältigung der industriellen Veränderungen in sämtlichen Wirtschaftssektoren und deren Auswirkungen (zumindest im Bereich der Beschäftigung, sozial- und strukturpolitischer Maßnahmen sowie der Beihilfe- und Wettbewerbspolitik, des industriellen Wandels, der technologischen Forschung und Entwicklung, der Umweltpolitik und der nachhaltigen Entwicklung, der Energie- und Handelspolitik);
- die besonderen Erfordernisse der EU-Erweiterung und der erfolgreichen Gestaltung des industriellen Wandels in den Beitrittsstaaten.

Die Beratende Kommission soll Stellungnahmen ausarbeiten, die sich an die legislativen

und exekutiven Organe der Europäischen Union richten. Wir setzen darauf, dass das Europäische Parlament, der Rat und die Europäische Kommission dieses neue Instrument auch nutzen, um fakultative und sondierende Stellungnahmen anzufordern. Die Beratende Kommission soll darüber hinaus im Rahmen des Initiativrechts des EWSA tätig werden können und die Möglichkeit erhalten, über Informationsberichte und Anhörungen spezifische Probleme zu beleuchten und mit Konferenzen eine breitere Öffentlichkeitswirksamkeit zu erzielen.

Meine sehr geehrten Damen und Herren,

wir blicken zurück auf die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl und auf die wichtigen Erfahrungen, die im Lauf ihrer

50-jährigen Existenz gemacht wurden, um Neues zu schaffen: eine neue Form des strukturierten Dialogs und eine umfassende Behandlung der Probleme des industriellen Wandels. Der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss wird mit Freude und Engagement diese faszinierende Aufgabe übernehmen.

Mit dem EGKS-Vertrag wurde der Grundstein gelegt für ein Europa, das Frieden sichert, wirtschaftliche und soziale Belange zum Ausgleich führt, die Bürgerinnen und Bürger demokratisch beteiligt. Wir wollen die Zukunft Europas für die nächsten Generationen in dem gleichen Geist, der die Gründer der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl beseelt hat, in Angriff nehmen.

Ich danke Ihnen! ■■■

27.6.2002



Enrico Gibellieri

Presidente del Comitato consultivo CECA



Vostra Altezza Reale
Signora ministro degli Esteri
Signor Questore del Parlamento europeo
Signora presidente del Consiglio «Industria»
Signora Vicepresidente della Commissione
europea
Autorità,
Signore e Signori,
Cari Colleghi,

è per me un grande onore, ed una grande emozione, chiudere questa seduta solenne che conclude le attività del Comitato consultivo e segna la fine del trattato della Comunità europea del carbone e dell'acciaio a cinquant'anni dalla sua entrata in vigore.

Sebbene oggi tale periodo possa apparire breve, in realtà i padri fondatori della Comunità

europea del carbone e dell'acciaio vollero lanciare una sfida ai limiti dell'utopia fissando un tempo di durata del trattato pari ad oltre il doppio rispetto a quello intercorso tra la fine della prima e l'inizio della seconda guerra mondiale.

È grazie a molti tra voi se quest'utopia si è oggi realizzata.

Tengo particolarmente a sottolineare come questa seduta si tenga nella città di Lussemburgo, storica sede della CECA, e nell'edificio che ha ospitato una delle sue istituzioni più importanti.

Il trattato CECA ha svolto un ruolo fondamentale nello sviluppo delle industrie del carbone e dell'acciaio, fornendo gli strumenti

all'Alta Autorità - Commissione europea per realizzare una vera e propria politica industriale europea.

Esso ha inoltre posto la dignità dei lavoratori, delle loro famiglie e comunità allo stesso livello degli obiettivi di progresso economico e tecnologico. Il trattato CECA ha un'anima.

La sua azione è risultata particolarmente efficace nella gestione delle gravi crisi che si sono verificate nei due settori, attraverso ristrutturazioni che hanno comportato elevatissimi costi sociali ai quali è stato possibile far fronte grazie agli strumenti del trattato, che hanno tra l'altro permesso un'innovazione continua dei processi e dei prodotti dei settori CECA.

I programmi di ricerca e innovazione, i programmi di formazione e riqualificazione del personale, gli strumenti per far fronte ai problemi sociali, la politica dei prestiti a sostegno degli investimenti, i programmi edilizi, la politica dei prezzi e della concorrenza, le statistiche e il dialogo strutturato settoriale si sono infatti dimostrati strumenti efficaci di un'unica e coerente strategia di sviluppo.

Le attività di ricerca hanno inoltre contribuito ad un miglioramento sostanziale delle condizioni di lavoro e della compatibilità ambientale delle tecnologie di produzione, anticipando contenuti di carattere socio-economico che gli altri settori si sono dati molto più tardi.

Infine, il trattato CECA ha introdotto il primo esempio di dialogo settoriale tra le parti interes-

27.6.2002



sate a livello europeo attraverso l'istituzione del Comitato consultivo CECA, organismo composto da rappresentanti dei produttori, dei lavoratori, degli utilizzatori e commercianti dei due settori interessati.

Quale ultimo presidente del Comitato consultivo, unica istituzione della CECA ancora esistente nella sua forma originaria, voglio sottolineare il contributo determinante di questo organismo alla realizzazione degli obiettivi del trattato.

In questo contesto si sono incontrati, hanno operato, discusso e preso decisioni i principali attori dei settori del carbone e dell'acciaio, che hanno voluto e saputo superare gli egoismi nazionali e di parte, sempre animati dal superiore interesse europeo comune.

Questa positiva esperienza ha contribuito a definire un modello di dialogo sociale a livello europeo, che è stato successivamente ripreso dagli altri trattati e progressivamente esteso anche ad altri settori e a livello interprofessionale.

Il Comitato consultivo ha dato voce all'impegno di generazioni di imprenditori, lavoratori, tecnici, ricercatori, dirigenti e rappresentanti sindacali dei settori interessati che insieme alle istituzioni locali, nazionali ed europee hanno rappresentato la struttura portante della CECA.

Esso ha accompagnato con la sua azione cinquant'anni di vita di quelli che all'origine erano i due più importanti settori economici europei, sia nei momenti esaltanti dello svilup-

po che in quelli delle gravi crisi e relative ristrutturazioni, con i loro conseguenti enormi costi sociali.

Il punto di arrivo di questo lungo processo sono due industrie ai massimi livelli tecnologici, di compatibilità ambientale, di condizioni di lavoro, di professionalità delle maestranze e competitività delle imprese.

Il patrimonio rappresentato dall'esperienza della CECA non andrà disperso ma verrà opportunamente valorizzato con la prosecuzione:

- dell'attività di ricerca tramite il «Programma di ricerca del fondo di ricerca del carbone e dell'acciaio»;

- del dialogo strutturato settoriale tramite la «Commissione consultiva carbone, acciaio e mutazioni industriali» nell'ambito del Comitato economico e sociale con l'obiettivo di trasferire il modello di intervento settoriale della CECA agli altri grandi settori industriali europei.

Vorrei qui sottolineare come tale esperienza potrà risultare di estremo valore ed importanza in prospettiva dell'allargamento dell'Unione europea, viste le problematiche industriali e sociali che i paesi candidati devono attualmente affrontare.

A questo punto mi sembra appropriato ricordare quello che Jean Monnet, il 26 gennaio 1953, disse in qualità di presidente della Alta Autorità, nella sua allocuzione alla

prima riunione del Comitato consultivo della CECA:

«Siamo all'inizio di una lunga azione che dovremo intraprendere insieme. È solamente se questa azione permetterà una produzione migliore, se assicurerà un libero accesso di tutti gli utilizzatori a tutte le fonti di approvvigionamento, a prezzi ridotti e senza discriminazioni, è solamente se questa azione avrà per effetto un miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro, che potremo dire di essere riusciti».

È con grande e giustificata fierezza che oggi possiamo, infine, dire di esserci riusciti.

Ma il compito che i padri fondatori del trattato CECA hanno assegnato ai nostri settori industriali era ben più importante e ambizioso. Esso risulta evidente dalla rilettura della pri-

ma pagina del trattato che, dopo aver enumerato i sei capi degli Stati fondatori, recita:

«CONSIDERANDO che la pace mondiale può essere difesa soltanto con sforzi creatori adeguati ai pericoli che la minacciano;

CONVINTI che il contributo che l'Europa organizzata e viva può portare alla civiltà è indispensabile per il mantenimento di relazioni pacifiche;

COSCIENTI che l'Europa si costruirà soltanto con attuazioni concrete che creino innanzi tutto una solidarietà di fatto e con l'instaurazione di basi comuni di sviluppo economico;

SOLLECITI di concorrere con l'espansione delle loro produzioni fondamentali al miglioramento del tenore di vita e al progresso delle opere di pace;

RISOLUTI a sostituire alle rivalità secolari una fusione dei loro interessi essenziali, a fondare con l'instaurazione d'una comunità economica le prime assise d'una comunità più vasta e più profonda tra popoli per lungo tempo avversi per divisioni sanguinose e a porre i fondamenti d'istituzioni capaci d'indirizzare un destino ormai condiviso,

HANNO deciso di fondare una Comunità europea del carbone e dell'acciaio».

È con grande orgoglio che oggi io rappresento qui le generazioni di imprenditori, lavoratori, tecnici, ricercatori, rappresentanti sindacali e dirigenti che, partendo dai piani di colata degli altiforni e dal profondo delle miniere di carbone, hanno voluto e saputo avviare il lungo e faticoso cammino che ha trasformato due industrie di guerra in industrie di pace,

dando l'avvio al processo che ha portato, dopo cinquant'anni, alla pace e alla moneta unica europea.

Quale ultimo presidente del Comitato consultivo, ho scelto di iniziare il percorso per la chiusura del trattato CECA rendendo omaggio ai 262 lavoratori morti nel 1956 nella miniera di carbone di Marcinelle, per ricordare tutti coloro che hanno perso la loro vita o la loro salute lavorando nelle nostre industrie.

È rivolgendo il mio pensiero a loro che concludo questa sessione solenne che chiude le attività del Comitato consultivo e segna la fine del trattato CECA, prendendo l'impegno per me e per tutti coloro che operano nelle industrie europee del carbone e dell'acciaio a proseguire nelle nostre attività con lo stesso impe-

gno anche per il futuro, per consolidare ed estendere l'integrazione europea e la pace in Europa.

Evviva la Comunità europea del carbone e dell'acciaio!

Evviva l'Unione europea! ■■■

27.6.2002





Bruxelles, 23.7.2002

23.7.2002



23.7.2002



*Referencias fotográficas · Bildnachweis ·
Crédits photographiques · Crediti fotografici*

Commission européenne (J.-J. P.), 47

Faber Raymond, 26

Médiathèque de la Commission européenne, 3, 35, 53, 54, 63, 82, 83, 84

Photo Ambroise Perrin GPSE, 36

Photo Mirgain & Huberty, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19,
20, 21, 22, 23, 24, 29, 34, 39, 45, 52, 59, 62, 67, 71, 72, 75, 81

Droits réservés, 46, 64

Commission européenne

**CECA — EKSF — EGKS — EKAX — ECSC — EHTY — EKSG
1952-2002**

Actas — Schlussakte — Actes — Atti

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2002 — 85 p. — 23 x 15,5 cm

ISBN 92-894-2073-1

KA-41-02-567-1F-C



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-894-2073-1
